



Communiqué de presse

MOBILISATION LYCÉENNE : UNE DÉMOCRATIE NE PEUT PAS RÉPONDRE À SA JEUNESSE COMME CELA

En Gironde comme partout en France depuis le 21 septembre, les **lycéennes et lycéens** sont **engagé.e.s dans un mouvement d'ampleur** pour appeler les pouvoirs publics à entendre leurs revendications touchant à leur quotidien dans un contexte inégalitaire, leurs inquiétudes devant un avenir où ils.elles auront des difficultés à trouver leur juste place dans la société et les injustices d'un parcours scolaire et universitaire « balisé » par les algorithmes opaques de « Parcoursup ».

La réalité de leur vécu est incontestable et confère toute sa légitimité à leur mouvement : professeur.e.s absent.e.s et non remplacé.e.s, absence d'infirmier.e.s et de psychologues scolaires, sanitaires fermés, classes surchargées, bâtiments vétustes et invivables par temps froid ou lors des périodes de chaleur, journées à rallonge dues aux difficultés logistiques nées du système d'enseignement totalement désorganisé en contexte de manque de moyens, angoisse de l'orientation... Cette parole est née des lycées où le ressenti de la relégation sociale est le plus vif, qu'ils soient issus des quartiers populaires, des centres-villes, des territoires ruraux, voire de lycées privés. **C'est le quotidien des élèves, au lycée et dans leur environnement social qui est décrit. Le discours porté par les jeunes doit être pris au sérieux !**

Les lycéen.e.s sont aujourd'hui dans la rue parce que, de fait, ils n'ont pas d'autre possibilité de faire entendre leur parole. Le « cadre démocratique organisé » existe bien mais il ne fonctionne pas : les conseils de la vie lycéennes restent trop souvent cantonnés à un rôle formel. C'est une instance de participation qui ne produit pas d'effet. Coquille vide, ils ne produisent que la défiance des jeunes. D'où la puissance des manifestations.

La Fédération des Centres Sociaux de Gironde condamne le choix d'une réponse sécuritaire à une mobilisation qui appelle avant tout une réponse politique. Près de 5000 mineur.e.s placé.e.s en garde à vue, c'est inédit et dangereux pour l'avenir de notre démocratie. En tout état de cause, c'est une réponse des pouvoirs publics qui aura des conséquences graves sur une jeunesse dont le premier acte citoyen aura été bafoué par la violence policière disproportionnée dont les images insupportables ont fait le tour des chaînes TV et des réseaux sociaux.

La Fédération des Centres Sociaux de Gironde condamne également sans aucune ambiguïté les dégradations de tous ordres et les violences à personne commises par une minorité active de « casseurs » qu'on retrouve désormais dans toute manifestation. **Les images des actes de violence de cette nature** ont été mis **en boucle** sur toutes les chaînes de télévision et réseaux sociaux. Elles

permettent aux pouvoirs publics de dénigrer la parole des lycéen.e.s et d'éviter un débat de fond auquel ils se refusent.

Lieux d'éducation populaire, les Centres sociaux ont pour vocation de fournir les outils de la réflexion citoyenne à chaque habitant.e de nos quartiers. Ce rôle est essentiel dans la période complexe que nous vivons qui a naturellement des échos dans les préoccupations exprimées par les jeunes. **La fédération des Centres Sociaux de Gironde invite les jeunes à se rapprocher de ses structures adhérentes, y prendre toute la place** qui leur est due et travailler avec les habitant.e.s sur le développement de leur pouvoir d'agir contre les inégalités de tous ordres et changer leurs conditions de vie.

Les Centres Sociaux ont ainsi toute leur place dans cette période : accueillir la parole des jeunes, permettre le débat, accompagner leurs initiatives, faciliter le dialogue avec les institutions.

Cenon, le 13 octobre 2026

